



ATELIER REGIONAL DE LA VILLE n°17

"Articulation cohésion sociale et rénovation urbaine"

Mardi 8 novembre 2011

Liste sélective de documents en lien avec la thématique de la journée

Pour tous renseignements : Isabelle Marguerite : 04 96 11 50 43
isabelle.marguerite@crpv-paca.org

Cette bibliographie est consultable sur le site internet du CRPV-PACA, dans la rubrique « ressources doc », bibliographies et webographies. Vous aurez donc accès à tous les documents numériques avec un simple clic !

http://www.crpv-paca.org/6-documentation/biblio_webographies/index.php

Sur le programme national de rénovation urbaine

Parmi les rapports du Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU

De nouvelles perspectives pour la Rénovation urbaine : Rapport d'évaluation 2006

ANRU - Comité d'évaluation et de suivi, Paris : La Documentation Française, 2007, 93 p.

Le rapport 2006 du CES propose de nouvelles orientations pour la transformation des quartiers défavorisés en soumettant les porteurs de projet à une obligation de résultats au regard de l'objectif de mixité sociale et de mobilité résidentielle (dans les PRU).

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9782110066039/>

Rénovation urbaine 2004-2008 : quels moyens pour quelle réussite ?

ANRU - Comité d'évaluation et de suivi, Paris : La Documentation française, 2008, 148 p.

A mi-parcours, le rapport 2008 du Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU souligne la montée en puissance du PNRU, malgré une baisse de ses ambitions et des retards importants. Le Comité d'évaluation et de suivi note une meilleure prise en compte des considérations socio-économiques des projets de rénovation urbaine par l'ANRU, mais réitère plusieurs de ses inquiétudes relatives notamment à la diversification de l'habitat, au relogement, à l'école, ou encore à la participation des habitants. La réussite du PNRU nécessite l'instauration de procédures simplifiées, afin d'accélérer l'engagement des opérations et les paiements, et d'une évaluation systématique du programme, dépendante de la mise en place d'un système performant de remontée des informations.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9782110074843/>

La rénovation urbaine à l'épreuve des faits : Rapport 2009 du Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU.

ANRU - Comité d'évaluation et de suivi, Mars 2010, 200 p.

Une analyse quantitative de l'impact du PNRU sur la mixité sociale, objectif fondamental de la rénovation urbaine, est ici pour la première fois proposée – au travers des trois thématiques de la reconstitution des logements sociaux, des relogements et de la diversification de l'habitat.

Le CES de l'ANRU a engagé en 2009 un programme d'études centré sur une première évaluation transversale du PNRU. Cinq thématiques ont été étudiées dans dix sites emblématiques de la rénovation urbaine. Les conclusions de ces études et une synthèse transversale sont présentées dans ce rapport. L'objectif du CES de l'ANRU est d'établir les avancées que le PNRU a permis et les reculs qu'il n'a pu contenir sur la conduite de projets intégrés et durables de développement urbain, économique et social des quartiers.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000211/index.shtml>

Articuler l'urbain et le social. Enquête sur onze sites "historiques" en rénovation urbaine : Rapport final.

KIRSZBAUM, Thomas, ANRU – Comité d'évaluation et de suivi - Paris : Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU, 2010, 198 p.

Au-delà des déclarations d'intention nationales qui ont accompagné la création de l'ANRU en 2003, la question reste posée de la capacité des acteurs locaux à intégrer des projets urbains et sociaux (mais aussi économiques) dans une démarche fédératrice. C'est le sens de la commande faite par le CES de l'ANRU, lequel s'interrogeait « *sur l'enjeu local que constituent cette articulation et sa traduction opérationnelle ainsi que ses effets dans les quartiers concernés* », considérant que « *la question se pose de la coordination effective ou non du "social" et de "l'urbain" dans les projets de rénovation urbaine* ». Pour répondre à cette interrogation, le Comité d'évaluation a sélectionné dix sites d'enquête (avec Marseille pour la région PACA). Le rapport enquête est organisé autour des questions suivantes :

L'articulation, un impensé des territoires « ordinaires » de la rénovation urbaine ; Les territoires face aux effets désintégrateurs des réformes nationales ; L'accompagnement social de la rénovation urbaine permet-il la promotion des individus? Des recommandations pour améliorer l'articulation urbain social sont émises.

http://cosoter-ressources.info/opac/doc_num.php?explnum_id=873

Synthèse du rapport

http://cosoter-ressources.info/opac/index.php?lvl=author_see&id=1995

Les quartiers en mouvement : pour un acte 2 de la rénovation urbaine : Les contributions du CES de l'ANRU

ANRU - Comité d'évaluation et de suivi, Paris : Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU, 2011, 167 p.

Rapport 2011 du CES de l'ANRU, qui prend position sur l'avenir du programme national de rénovation urbaine. Un rapport de 150 pages qui fait le bilan des succès - transformation du cadre de vie, amélioration du parc HLM et efficacité, rapidité du mode d'intervention - et des échecs - "les conditions de vie des habitants ne se sont pas

suffisamment améliorées, la mixité sociale espérée n'est pas là, les moyens pour gérer les infrastructures une fois qu'elles sont construites sont insuffisants et certains projets ont été bâtis en appliquant un modèle unique qui ne prend pas en compte le contexte local." Une synthèse de 32 pages de ce rapport est également disponible. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/114000559/>

Les positions d'associations professionnelles

Bilan et perspectives de la Rénovation Urbaine : les premiers éléments qui ressortent de l'enquête annuelle de l'IRDSU, 10 octobre 2011

<http://www.irdsu.net/Bilan-et-perspectives-de-la>

« Pour des projets de renouvellement urbain durables, participatifs et solidaires »

Contribution de l'IRDSU aux réflexions pour un Programme National de Rénovation Urbaine N°2.

Contribution au 10 octobre 2011

Cette contribution de l'IRDSU insiste sur deux points pour le futur PNRU 2 :

- Substituer la logique du projet territorial à la simple déclinaison locale d'un programme national,
- Rétablir des articulations entre les volets Politique de la ville dans le cadre de projets véritablement intégrés.

<http://www.irdsu.net/Pour-des-projets-de-renouvellement>

Le Conseil national des Villes

AVIS du Conseil national des villes sur une deuxième phase du programme de rénovation urbaine

Le CNV a fait le choix de cibler sa contribution sur quelques lignes de force faisant écho aux enjeux auxquels il est attaché : Changer d'échelle et « décloisonner », promouvoir des modes de gouvernance et de contractualisation qui favorisent les projets intégrés ; Infléchir les méthodes de l'ANRU vers une nouvelle donne et introduire du « cousu main » ; L'habitat : entre achèvement des opérations et engagements nouveaux (copropriétés dégradées par exemple) ; L'accès à l'emploi en lien avec la rénovation urbaine : une mobilisation sans précédent à mettre en œuvre ; Donner une plus grande place à la participation et à l'expression des habitants.

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/CNV_2e_PNRU-Avis_11-10-04.pdf

Sur l'articulation cohésion sociale – rénovation urbaine

La rénovation urbaine est-elle une politique de justice sociale ? : Synthèse du petit-déjeuner du Pôle de ressources du 8 octobre 2009, KIRSZBAUM, Thomas. Sarcelles: Pôle de ressources départemental ville et développement du Val d'Oise, 2010, 12 p.

La rénovation urbaine s'affirme comme un puissant levier de la transformation des conditions de vie dans les quartiers déshérités. Mais à qui profite cette rénovation urbaine ? La mixité sociale profite-elle aux plus désavantagés ? Quelles sont les conditions d'une rénovation urbaine équitable ? Thomas Kirszbaum s'appuie sur les résultats d'enquêtes de terrain menées en France et aux Etats-Unis pour proposer un bilan des travaux de recherche.

http://www.poleressources95.org/publications/dossiers_syntheses_detail-130-la-renovation-urbaine-est-elle-une-politique-de-justice-sociale--.html

Les impacts sociaux des projets de rénovation urbaine. Élaboration partagée d'un référentiel de pilotage

IREV - Institut Régional de la Ville - Tourcoing: IREV, 2010, 97 p.

L'élaboration des projets de rénovation urbaine sur des critères essentiellement urbains et centrés sur le logement n'a pas toujours permis de prendre en compte des finalités sociales. Chacun s'accorde pourtant à reconnaître que la réussite du programme de rénovation urbaine sera conditionnée à la « réussite sociale » des projets.

L'IREV a proposé aux différents acteurs engagés dans les projets de rénovation urbaine (ANRU et services de l'État, communes et intercommunalités, Région et Départements, bailleurs et autres partenaires locaux) un travail collectif d'élaboration d'un référentiel qui permette de définir et mesurer les impacts sociaux de ces projets.

L'objectif de cet atelier régional était de permettre à ces différents acteurs de donner leur point de vue sur les finalités sociales des projets, d'identifier les impacts sociaux attendus, de dégager les objectifs opérationnels et les conditions de mise en œuvre et in fine d'élaborer un référentiel commun.

http://www.irev.fr/upload/AGENDA_1867_0.pdf

Articuler l'urbain et le social. Enquête sur onze sites « historiques » en rénovation urbaine Rapport final.

KIRSZBAUM, Thomas, ANRU – Comité d'évaluation et de suivi, Paris : Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU, 2010, 198 p.

Du développement social à la rénovation urbaine : ruptures ou ajustements dans les politiques de la ville, LELEVRIER, Christine, in FORS-Recherche sociale 195, juillet-septembre 2010, pp. 51-69

En 2003, la mise en œuvre du Programme de renouveau urbain semblait marquer une rupture importante dans la conduite des politiques urbaines. Sans nier la force de ces changements, qui sont aussi le reflet d'une plus grande transformation de la gouvernance, l'auteur est néanmoins frappé par la continuité dans l'action publique, dans des discours aussi bien que dans la mise en œuvre.

Dix années de politique en direction des quartiers ou comment revenir aux sources du développement social urbain, Didier VANONI, in Recherche sociale 191, juillet-septembre 2009, pp.58-82

L'auteur met en avant quatre textes différents. Le premier traite de l'idée de «mixité sociale», souvent utilisée de manière incantatoire, sans autres précisions sur ses moyens et ses fins. Le deuxième analyse la fonction réelle des logements sociaux dans les zones défavorisées, en soulignant leur rôle dans la promotion sociale des familles et des individus. Le troisième article revient sur les émeutes de banlieues 2005 et leurs liens potentiels avec les politiques de renouvellement urbain. Le dernier texte analyse les possibilités de concilier une approche sociale et une approche urbaine dans le cadre de projets urbains. Chaque texte, écrit à un moment différent, porte les tensions et les paradoxes qui ont caractérisé les débats récents dans le domaine de la «Politique de la ville". Surtout, ils montrent que, malgré les années passant, une question fondamentale est toujours sur l'ordre du jour: comment est-il possible de créer et d'animer un projet social pour un territoire?

Articuler les volets sociaux et urbains des projets : de l'intention à la mise en œuvre, le grand chantier

Pierre PEILLON , in Les cahiers du DSU, n° 47, automne hiver 2007-2008, pp. 59-60

http://www.crdsu.org/c_9_24_Publication_544_1_Des_contrats_de_ville_aux_contrats_urbains_de_cohesion_sociale_quel_mouvement_.html

“Les opérations de rénovation urbaine : système d'action et logiques d'acteurs”.

Renaud EPSTEIN, Rapport pour le PUCA, 2006, 179 p.

La recherche porte sur les conditions de mise en œuvre locale des politiques nationales faisant de la mixité sociale un de leurs objectifs. La création du guichet unique que constitue l'ANRU a servi de point de départ à une importante transformation du design institutionnel des politiques publiques développées au nom de la mixité sociale. Cette recherche analyse la manière dont les transformations institutionnelles et instrumentales à l'oeuvre dans les politiques urbaines se traduisent localement, sur le plan de la structuration des systèmes acteurs, des logiques d'action et d'argumentation des différents intervenants. Trois hypothèses ont guidé les enquêtes, relatives aux conséquences de ces évolutions : la recomposition des systèmes d'acteurs, la politisation des politiques de renouvellement urbain et le maintien d'une diversité d'orientations des politiques urbaines locales.

La rénovation urbaine en question. Deux analyses contrastées

PEILLON, Pierre, VANONI, Didier, in Informations Sociales, n°123, 2005, pp. 88-97

Deux textes contribuant à nourrir le débat qu'appellent les nouvelles perspectives d'intervention sur certains segments du parc social. Pierre Peillon (Union sociale pour l'habitat) pense que le "renouvellement urbain" peut permettre de faire ce que les autres procédures n'ont pas réussi à faire jusqu'ici, c'est à dire créer les conditions de la mobilité résidentielle. D'un autre côté, Didier Vanoni (Fors-recherche) craint que cette nouvelle forme de priorité et d'intervention n'aboutisse en fin de compte qu'à dissimuler les problèmes en tentant d'éparpiller les familles en difficulté.

<http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-3-page-88.htm>

Rénovation urbaine et cohésion sociale / Pôle de ressources départemental ville et développement social du Val d'Oise.- Sarcelles : Pôle de ressources départemental ville et développement du Val d'Oise, 2005, 40 p.

Dans le contexte des nouvelles orientations de la politique de la ville, Christine Lelévrier, sociologue et urbaniste, réinterroge la notion de mixité sociale et urbaine.

Philippe Méjean, Urbaniste, analyse le tournant pour la politique de la ville que marque la loi de rénovation urbaine. Des expériences en matière de relogement et d'écoute des habitants sont aussi présentées et mises en perspectives au regard des enjeux actuels de la rénovation urbaine.

http://www.poleressources95.org/publications/dossiers_syntheses_detail-89-renovation-urbaine-et-cohesion-sociale.html

La conduite des projets de renouvellement urbain : des fonctions à partager

Profession Banlieue.- Saint-Denis : Profession Banlieue, 2005, 104 p.

L'évolution de la politique de la ville, des contrats de ville aux grands Projets de ville et aux projets de renouvellement urbain aujourd'hui, nécessite de s'interroger sur l'articulation entre les différents acteurs qui la mettent en œuvre. Un groupe de travail a ainsi réfléchi aux questions des missions de ces différents professionnels : comment les rôles se répartissent-ils entre chefs de projet, agents de développement local, services municipaux, services publics locaux et bailleurs... ? Qu'est-ce qu'une conduite de projet de renouvellement urbain dans le contexte d'une organisation élargie à l'ensemble de ces partenaires ? Comment concevoir des principes de fonctionnement, une organisation de travail et un partage des rôles et des compétences qui optimisent la conduite des projets de renouvellement urbain ?

Que reste -t-il du projet social de la Politique de la ville ?

LELEVRIER, Christine, in Esprit, n°303, 2004, pp.65-77

Depuis les années 1990, la politique de la ville se caractérise par le choix de reconstruction des quartiers par l'urbanisme plutôt que par un traitement social visant à promouvoir les habitants. Cette logique culmine avec la récente loi Borloo qui se focalise sur la rénovation par la destruction de bâtiments.

<http://www.esprit.presse.fr/archive/review/article.php?code=7906&folder=1>

Sur la Gestion urbaine de proximité

Nombreuses publications sur la GUP

Voir la base Cosoter, une sélection sur la GUP est disponible, avec notamment des fiches expériences : http://cosoter-ressources.info/opac/index.php?lvl=etagere_see&id=26

Voir aussi la base i.ville.gouv.fr

La Gestion Urbaine de Proximité : une démarche au coeur du développement des territoires.

Dossier Thématique, Pôle de ressources Ville et développement social Val d'Oise, 2010

Le document retrace les principaux apports et outils développés à l'occasion d'un groupe de travail, prenant appui sur l'expertise d'Habitat Territoires Conseil, des démarches portées par les membres du groupe ou d'autres territoires en France, certaines menées en collaboration avec le CSTB.

Au coeur des clés de réussite d'une démarche de gestion urbaine, la place centrale de l'habitant a été fortement affirmée, tant dans la mobilisation et la prise en compte de son expertise et de ses usages, que dans la qualité de la gestion du cadre de vie qui lui est proposée, y compris lors de phases de transformation en profondeur des quartiers.

http://www.poleressources95.org/publications/dossiers_syntheses_detail-135-la-gestion-urbaine-de-proximite---une-demarche-au-coeur-du-developpement-des-territoires.html

La gestion urbaine de proximité en chantier : La GUP dans les projets de rénovation urbaine en Nord Pas-de-Calais

Tourcoing : IREV, 2010, 87 p.

L'Institut Régional de la Ville, l'Union Sociale pour l'Habitat et l'AR Habitat Nord Pas-de-Calais ont mis en place une démarche commune de qualification et de capitalisation sur la Gestion Urbaine de Proximité dans le cadre des projets de rénovation urbaine. Ce travail collectif associant bailleurs et collectivités, avec l'implication des directions de projet, a permis d'explorer les conditions de pérennisation de la gestion de proximité dans les projets de rénovation urbaine au-delà la durée des projets ANRU. L'ouvrage "La gestion urbaine de proximité en chantier" s'appuie sur les enseignements de cette démarche collective complétée par l'apport d'expériences, de témoignages d'acteurs locaux (maires, directions de projets, bailleurs, habitants) et nationaux (consultant, architecte, sociologue,...).

http://www.irev.fr/fr/actu/details_irev.aspx?pos=0

La gestion urbaine de proximité : une ambition et une pratique au service des habitants.

Rencontre des acteurs de la ville du 17 décembre 2009 – Saint-Denis : Editions du CIV, 2010, 101 p.

Gestion urbaine de proximité : de quoi parle-t-on ? Quels sont les enjeux ? Quelles articulations entre conception, pratique et gestion de l'espace public ? Quelles stratégies et quelles compétences pour renforcer la présence humaine ? De la gestion de la propreté à l'amélioration des standards urbains : quelle ambition pour la Gup ? Ces questions étaient au coeur des débats d'une Rencontre de la ville consacrée à la gestion urbaine de proximité (Gup). Cette Rencontre de la ville a notamment mis sur le devant de la scène les outils méthodologiques existants : conventions d'utilité sociale, « diagnostics en marchant », crédits de l'Accésé ...

<http://www.ville.gouv.fr/?La-gestion-urbaine-de-proximite>

La gestion urbaine de proximité dans les projets de rénovation urbaine. Rapport d'étude

Paris : FORs, mars 2009, 63 p.

Cette étude s'appuie sur l'analyse de 102 conventions GUP (sur 279 conventions signées au 1er septembre 2008 dans le cadre du PNRU) transmises par l'ANRU et sur des investigations approfondies (rencontres sur le terrain de professionnels mettant en œuvre la GUP) réalisées sur 10 sites représentatifs : Strasbourg, Saint-Dizier, Orléans, Lorient, Angers, Trappes, Flers, Chambéry, Toulouse, Aulnay-sous-Bois. Elle analyse la manière dont les territoires ont contractualisé, se sont impliqués dans la démarche GUP puis l'ont concrètement déclinée (en s'appuyant sur les conventions initialement élaborées).

http://cosoter-ressources.info/opac/index.php?lvl=notice_display&id=5176

Chronique de la dégradation annoncée des opérations de rénovation urbaine liée au déficit de gestion urbaine

Note générale : CSTB - Michel BONETTI, Barbara ALLEN, 2007

Travaillant à partir d'analyses des processus sociaux à l'œuvre sur les territoires où ils interviennent, les auteurs montrent la nécessité d'organiser une gestion urbaine "informée" par ces processus. Finalement le projet de gestion dit de "proximité" qui se doit de résoudre les problèmes repérés sur des territoires spécifiques donne souvent à voir des dysfonctionnements (collectivités, bailleurs, leurs prestataires) rendant des réorganisations de services plus globales nécessaires.

<http://www.cstb.fr/fileadmin/documents/publicationsScientifiques/DOC00004895.pdf>

Gestion Urbaine de Proximité, Bilan et perspective

Délégation Interministérielle à la Ville ; Union Sociale de l'Habitat ; Caisse des Dépôts ; Association des Maires des villes de Banlieue. Etude réalisée par Habitat et Territoires Conseils, Avril 2006. 36 p.

Bilan de l'évaluation menée sur les démarches de gestion urbaine de proximité.

<http://i.ville.gouv.fr/reference/3652/gestion-urbaine-de-proximite-bilan-et-perspectives%2A>

Gestion urbaine de proximité : un projet pour les habitants ? Les Cahiers de Profession Banlieue, sept. 2004, 125 p.

Les bailleurs, les villes et l'État se sont saisis des démarches de gestion urbaine de proximité pour tenter d'endiguer les dysfonctionnements des quartiers. Impliquer les habitants dans la démarche demande du temps et un investissement important de la part des professionnels. Pourtant, au regard des évaluations, le bénéfice de leur mobilisation pour le quartier est indéniable. Alors comment envisager un partenariat durable pour que la gestion urbaine de proximité soit réellement un projet pour les habitants ?

http://www.professionbanlieue.org/c_7_42_Publication_146_4_Gestion_urbaine_de_proximite_Un_projet_pour_les_habitants_128_p_13_50_.html

Note de cadrage. Une démarche "gestion urbaine de proximité »

Ministère de l'équipement, des transports et du logement, DIV, 1999, 15 p.

Cette note propose un cadre méthodologique qui pose des grandes orientations à décliner selon les territoires pour permettre une démarche partenariale entre l'État, les collectivités locales et les bailleurs sociaux dans le cadre de la gestion urbaine de proximité.

<http://www.resovilles.com/media/downloads/DossiersThematiques/notecadragegup.pdf>

La place de la contribution habitante

Injonction de mixité sociale et écueils de l'action collective des délogés. Comparaison entre les années 1970 et 2000.

Suzanne Rosenberg et Marion Carrel, in Géographie, Economie, Société, n° 2011/2

Cet article propose une analyse socio-historique du rapport des citoyens, en France, à la législation et aux programmes visant la mixité sociale. Alors que dans les « luttes urbaines » des années soixante-dix, il apparaissait

légitime de s'opposer aux opérations urbaines visant à exclure les plus pauvres de la centralité, l'injonction de mixité sociale s'impose aujourd'hui davantage. Les associations et collectifs qui s'opposent à la démolition de logements ou à l'expulsion de locataires ont changé de discours et de répertoire d'action. Dans le même temps, l'acception collective de la catégorie du citoyen s'est diluée dans un rapport plus personnel aux institutions démocratiques, tandis que les professionnels se sentent illégitimes à conseiller juridiquement et stratégiquement les habitants des quartiers rénovés. L'article explore ainsi les pistes permettant d'expliquer la faiblesse du débat démocratique contemporain sur les enjeux des opérations de démolition-reconstruction, comparativement aux années soixante-dix. http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=GES_132_0119

Les Actes de la Journée Régionale de la Concertation : la concertation : Plateforme «Démocratie Locale et Territoires » 9 octobre 2009

Marseille : ARENE, 2010, 67 p.

D'envergure régionale, la Journée de la concertation sur la rénovation urbaine s'est déroulée le 9 octobre 2009 à l'Ecole de la Deuxième Chance à Marseille et a rassemblé 150 participants divers et variés : représentants de collectifs d'habitants, élus de secteur et élus régionaux, bailleurs sociaux, représentants de l'Etat, étudiants, universitaires, professionnels de la participation.

Cette journée, longuement préparée par une série de rencontres, visites, fiches-expériences, a permis de travailler notamment les questions suivantes :

Quelle place pour l'Habitant dans la recomposition sociale, culturelle, économique et environnementale du quartier?

Quelle place pour l'Habitant dans la gestion de son futur cadre de vie ?

Quelle place pour la mémoire et l'histoire des lieux et des Hommes dans les projets de Destruction / Reconstruction

Quelle concertation pour quel projet ?

http://democratielocale.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=108&Itemid=96

CSF Rénovation urbaine, écoquartiers : quelle place pour les habitants ?

Texte de la Confédération syndicale des familles rappelant l'importance de la participation active des habitants et la prise en compte de l'expertise habitante dans les opérations de rénovation urbaine et les écoquartiers.

<http://www.centrevillepourtous.asso.fr/spip.php?article3466>

Politique de la ville et participation de habitants : vers une gouvernance renouvelée. CR-DSU 2009, 19 p. (Les Echos des ateliers permanents du CR-DSU)

Ce numéro rend compte des échanges qui ont eu lieu lors des Ateliers permanents organisés par le CR-DSU, en partenariat avec Robins des Villes, de mars à octobre 2009. Il vise à donner des repères et des clés pour l'action et à soulever des points de vigilance. Il s'organise autour de quatre chapitres. Le premier pose les éléments de cadrage, tant historiques, notionnels que juridiques, et revient sur les enjeux et fondements de la participation. Le second s'intéresse aux acteurs en jeu dans les démarches participatives. Le troisième propose des éléments de méthode et des outils. Le quatrième aborde la question de la temporalité dans les démarches participatives et donne quelques pistes en matière d'évaluation. Des présentations d'expériences illustrent les propos et analyses développés tout au long de ce dossier.

http://www.crdsu.org/rss_9_25_publication_1030_0_Politique_de_la_ville_et_participation_de_habitants_vers_une_gouvernance_renouvelee.html

Le projet urbain participatif : apprendre à faire la ville avec ses habitants, VERDIER, Philippe, Gap : Ed.Yves Michel/ADELS, 2009, 264 p.

Cet ouvrage propose à tous ceux qui s'intéressent à la préparation des projets urbains une double initiation, sociale et spatiale, et une boîte à outils complète pour comprendre ce que sont la ville et la notion très actuelle de projet urbain. Il nous emmène dans la complexité de la construction d'un îlot, d'un quartier, d'une Cité. Avec des étapes illustrées d'un projet urbain partagé, c'est aussi un point de vue critique qui apparaît sur les conditions de production de la ville, et l'ambition de refuser les facilités des recettes d'imageries urbaines marchandisées au profit d'une démarche de projet à la fois exigeante et proche des gens.

La participation des usagers à la conception des projets urbains : Articuler la démocratie participative et la démocratie représentative, BONETTI, Michel, CSTB, 2006, 8 p.

L'auteur analyse en premier lieu les difficultés de développement des processus de participation aux projets urbains, alimentées selon lui par le manque de maîtrise des processus de participation. Il analyse ensuite les enjeux sociaux et politiques qui sous-tendent le développement de la participation. Enfin, il insiste sur la nécessité de clarifier les enjeux, les formes et les règles de participation.

<http://cjamet.unblog.fr/files/2008/10/fc3fiches3121.pdf>

Rénovation urbaine et implication des habitants : Notes pour un état des lieux et propositions pour une méthode future, DONZELOT, Jacques, EPSTEIN, Renaud -Centre d'Etude, de Documentation et d'Observation sur les Villes, 2006, 67 p.

A la demande du comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU, les auteurs ont conduit une recherche destinée à faciliter l'élaboration de propositions quant à une méthode d'implication des habitants dans les opérations de rénovation

urbaine, méthode qui pourrait être proposée aux élus voulant présenter un projet en l'assortissant de meilleures garanties quant à leur mode de production à cet égard.

Des enquêtes en France sur quatre agglomérations retenues au titre du programme national de rénovation urbaine (Clichy-Montfermeil, Reims, Nantes, Dijon) ont été menées, ainsi que des analyses internationales (USA avec les Corporations de développement communautaire, mais aussi au Royaume-Uni et aux Pays-Bas), complétées par l'audition de maires et chefs de projet de rénovation urbaine, au siège de l'ANRU.

Démocratie et participation : l'exemple de la rénovation urbaine, DONZELOT, Jacques, EPSTEIN, Renaud, in *Esprit* n° 7, juillet 2006, pp. 5-34.

Les démolitions et reconstructions de logements sociaux en cours sous l'égide de la loi sur la rénovation urbaine sont censées être conduites avec la participation des habitants. Qu'en est-il exactement ? La description des dispositifs mis en œuvre à Montfermeil, Reims, Nantes et Dijon montre que la prise en compte des habitants demeure symbolique et ne parvient jamais à donner un pouvoir effectif aux populations concernées.

<http://www.esprit.presse.fr/archive/review/article.php?code=13495>

http://donzelot.org/articles/democratie_participation.pdf

Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative, BACQUE, Marie-Hélène, Henri, SINTOMER, Yves, - Paris : La Découverte, 2005, 314 p.

Dans un contexte de remise en question du rôle de l'État, la participation des habitants constitue un facteur favorisant à la fois une nouvelle légitimité politique et une modernisation de la gestion publique locale. D'innombrables dispositifs se développent qui entendent améliorer la gestion de proximité en s'appuyant sur la participation citoyenne. Ces expériences appellent des réflexions plus théoriques sur la démocratie et les politiques publiques.

Dans quelle mesure une activité citoyenne peut-elle se conjuguer avec une réforme de la gestion urbaine ? Quelles sont les conditions d'une véritable démocratie participative ? Comment l'institutionnalisation de la participation s'articule-t-elle aux tendances plus globales d'évolution des sociétés contemporaines ? Cet ouvrage collectif s'efforce de répondre à ces questions en donnant une vision d'ensemble des dispositifs adoptés et des politiques menées, dans une perspective comparative internationale.

Sur le partenariat et la coopération

La coopération dans l'action publique. De l'injonction du faire ensemble à l'exigence de commun

DHUME, Fabrice, Paris : Editions l'Harmattan, 2006, 328 p.

L'évolution du travail fait désormais appel à la coopération entre professionnels, à la créativité des travailleurs, à leur implication. A la suite de l'entreprise, les pouvoirs publics n'ont de cesse d'exiger du "partenariat" ou du "réseau", pour "retisser le lien social" et dépasser les "cloisonnements" institutionnels et sectoriels.

Comment s'organisent ces logiques contradictoires ? Comment les sujets de ces situations mettent au travail leur désir de démocratie et font valoir d'autres formes de production ? Y arrivent-ils seulement ? Cet étude essaie de répondre à ces questions, en s'appuyant sur plusieurs expériences très différentes : une fédération de Centres sociaux, un réseau santé-social, un projet de partenariat sur un quartier de la politique de la ville.

Politique de la ville : quelles coopérations dans l'action publique aujourd'hui ? Intervention à l'ARV du 13 avril 2007 à Martigues, par Fabrice Dhume

<http://www.crpv-paca.org/9-publications/arv.php>